

Compte rendu des ateliers citoyens

- Novembre 2023 -

Ce document propose une synthèse des échanges entre riverains et chercheurs, tenus à l'occasion des ateliers collaboratifs de novembre 2023, dans les villes de **Pierre-Bénite, Saint-Fons, Givors et Solaize**.

Pour rappel, ces ateliers avaient plusieurs objectifs : rencontrer les riverains, communiquer sur la démarche scientifique de l'étude PERLE, répondre aux questionnements dès les premières étapes, recueillir les attentes, propositions et recommandations.

Les ateliers se sont déroulés de la manière suivante (durée: 1h30-2h) : un bref exposé des objectifs des ateliers, un tour de table de présentation de l'ensemble des participants, une présentation de l'Institut Écocitoyen pour la Connaissance des Pollutions (IECP), du contexte environnemental et social lyonnais, de la démarche scientifique, suivi d'un long échange ouvert. Les travaux de ces ateliers ont ensuite été discutés entre chercheurs. Aujourd'hui, le protocole d'enquête est en cours de finalisation.

Objectif de l'étude



L'étude vise à produire des connaissances sur l'étendue des pollutions aux PFAS constatées dans la vallée de la chimie, déterminer le niveau d'imprégnation des populations exposées, comprendre comment ces polluants migrent dans l'environnement et parviennent jusqu'aux organismes humains. Il s'agira en particulier d'analyser les teneurs en PFAS dans le sang des habitants et de croiser les résultats de ces prélèvements avec leur profil d'exposition individuelle.

Les raisons principales de la participation exprimées lors du tour de table



A chaque atelier, les personnes présentes ont été invitées à préciser les raisons de leur participation. Quatre motivations principales ressortent très nettement :

- 1) s'informer sur les PFAS,
- 2) en savoir plus sur l'intensité de la pollution et son impact sur l'environnement,
- 3) avoir une idée des conséquences sur la santé (plusieurs personnes ont mentionné des troubles de santé en indiquant un lien possible avec la pollution),
- 4) obtenir des conseils sur les conduites à tenir face à la contamination aux PFAS (continuer à boire l'eau du robinet ? à manger les œufs des poules, les fruits et légumes du jardin ?).

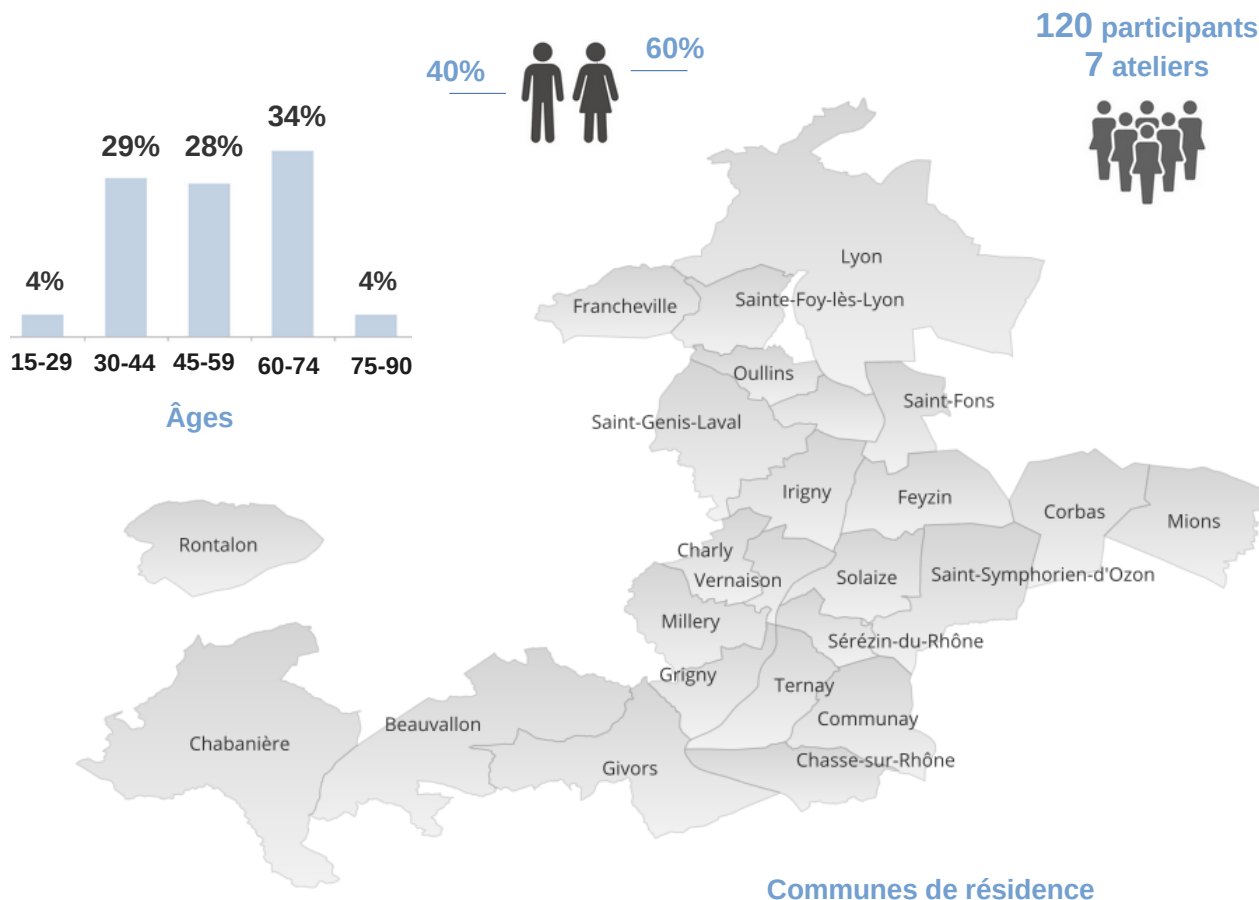
Une démarche avant tout participative



La participation des habitants permet à la fois d'informer, de sensibiliser, de communiquer et de mobiliser les populations locales autour de la démarche scientifique.

La méthodologie retenue (prélèvements sanguins associés à des questionnaires sur les pratiques et les habitudes de vie) a pour but d'étudier de façon objective les expositions et troubles sanitaires de la population interrogée. Cette méthodologie assure la fiabilité scientifique de l'étude. C'est en la soumettant et la construisant avec les riverains et acteurs locaux, au cours de ces ateliers, qu'elle pourra entendre et intégrer les sujets de préoccupations et répondre aux attentes des citoyens.

La participation



Témoignages de riverains

« ... Là on parle d'une étude avec des résultats en 2025. On dit ne mangez pas les œufs, etc. Mais sans beaucoup d'autres informations derrière. Pourra-t-on avoir des renseignements assez concrets pour la vie des gens en fonction des résultats de l'étude ... ? »

« ... A mon avis il y a deux questions qu'il est important de poser : quelle mesure pour la protection immédiate des populations ? Que faire pour les populations impactées ? Maintenant qu'est-ce qu'on fait ? ça dépasse bien évidemment le cadre de l'étude mais c'est important de la poser ici. Il nous revient aussi à nous de nous organiser en tant que citoyens pour prendre en compte ces questions de prévention... »

« ... Je comptais sur cette étude pour faire pression sur les politiques, mais à l'horizon 2027 ce sera trop tard. Il faut commencer par arrêter les pollutions actuelles et passées. Quel dialogue avec les industriels pour mettre en balance les bénéfices et la santé des riverains ? Il ne faut rien attendre des industriels. Nous on parle d'empoisonnement, eux de liberté d'entreprendre. Vous nous proposez de la science, on demande de la protection... »

« ... Pour moi, l'objectif réel de cette étude c'est de changer les réglementations. Plus vite on interdit ces polluants, mieux ce sera. Cette mobilisation citoyenne et médiatique pousse les élus à agir et à contraindre les pollueurs à ralentir l'usage de ces polluants. L'essentiel est que la réglementation change et qu'on puisse être protégé... »

« ... Je suis étonnée de l'objectif ambitieux et de l'effectif qui est réduit. Que va-t-on en conclure ? Il y a un problème de moyens. Il faudrait plus de moyens pour augmenter les effectifs de l'étude... »

Sur la démarche scientifique...



... Questions/réponses

Question : « Vous allez procéder à des tirages au sort, mais l'idéal serait que toute la population des deux zones réponde » ? « La personne qui ne serait pas tirée au sort ne peut pas participer » ? « C'est dommage d'éliminer les gens volontaires qui sont impactés directement... »

Le fait de proposer à tout le monde de participer sur la base du volontariat risquerait fortement de biaiser la sélection et de ne pas garantir la représentativité de la population. En effet, les personnes qui proposeraient leur participation seraient probablement celles qui se sentent et sont les plus concernées/impliquées, ou qui ont une raison particulière de participer (problème de santé ou exposition forte). De ce fait, nous ne pourrions pas généraliser les résultats de l'étude à l'ensemble des riverains des zones d'étude. On cherche donc à éviter ce biais dit d'auto-sélection.

Il ne s'agit pas d'isoler ou d'éliminer des riverains directement impactés par la pollution industrielle ou d'autres catégories de personnes plus vulnérables ou sensibles. C'est en réalité l'inverse, cette méthode fiable et robuste permet d'interroger tout le monde, dans sa diversité. Mais la frustration générée chez de potentiels volontaires qui ne seraient finalement pas tirés au sort est compréhensible et légitime.

Nous utilisons les statistiques, dans le but de travailler sur des résultats issus d'un échantillon représentatif et d'analyser les données. Au sud de Lyon, le bassin de population potentiellement contaminé représente plus de 300 000 personnes. Il est impossible, pour des raisons logistiques et financières d'interroger et prélever l'ensemble de ces habitants. Nous ferons appel à un prestataire spécialisé, reconnu et compétent, pour mener les sélections et enquêtes.

Question : « Concernant l'exposition par l'eau, pourquoi se cantonner seulement aux communes du Sud de la Métropole de Lyon (Givors, Grigny et Solaize) ».

« Concernant l'exposition par la proximité aux industries, les personnes ne sont pas exposées de la même manière en fonction des vents, etc. , comment allez-vous le prendre en compte ? »

Les explications statistiques précédemment évoquées sur le plan de la sélection aléatoire s'appliquent également ici. De plus, à ce stade, on estime que ces 3 communes, alimentées par le champ captant de Ternay, sont exposées dans les mêmes proportions que l'ensemble des communes alimentées par ce même champ. Les résultats devraient donc être extrapolables au reste de la population alimentée par ces canalisations. Nous croiserons les localisations et concentrations des personnes enquêtées avec les résultats de modélisation de retombées atmosphériques réalisées par nos partenaires du Centre Léon Bérard, dans le cadre d'un autre projet scientifique mené en parallèle (ASTEROPA).

Question : « Ce que l'on veut savoir, c'est si oui ou non, on doit consommer l'eau, les légumes du jardin, les œufs des poulaillers particuliers, etc. »

Nous ne sommes malheureusement pas en mesure d'émettre des recommandations de ce type, ce n'est pas notre compétence. Néanmoins, les questionnaires associés aux prélèvements permettront de dresser des profils d'exposition en fonction des usages des riverains et, nous l'espérons, d'estimer des concentrations sanguines en fonction des pratiques. Et ainsi, savoir si en auto-produisant des denrées alimentaires ou pratiquant du jardinage, par exemple, on observe une sur-imprégnation humaine en polluants recherchés.

Question : « Nous n'avons pas le temps d'attendre la fin de l'étude, il faut des résultats rapidement, pourquoi est-ce aussi long » ?

« Pourquoi n'applique-t-on pas le principe de précaution tout de suite » ?

Afin de pouvoir réaliser une étude de ce type, il est nécessaire de réunir tous les partenaires locaux et nationaux qui pourraient s'associer concrètement à la démarche. Il faut pouvoir identifier également les prestataires et dimensionner un budget contraint. Par ailleurs, des autorisations éthiques sont indispensables, délivrées par plusieurs comités (CPP, CNIL, ANSM et CCTIRS). Enfin, la démarche participative, indispensable pour l'appropriation véritable de la science par les citoyens, est un élément qui peut être perçu comme ralentissant la production de résultats. En effet, celle-ci s'accompagne d'une présence des chercheurs et une communication importante sur le terrain. La transparence et l'indépendance de la démarche sont primordiales à mettre en avant : il s'agit d'une étude sérieuse, qui s'étend sur le long terme, et qui parle avant tout de santé.

Sur la démarche scientifique....



... Synthèse des principaux points d'attention et propositions des participants

- Prendre en compte la mobilité des habitants (lieu de travail et résidence qui peuvent exister dans les deux zones).
- Nécessité de mesurer d'autres polluants que les PFAS (ex : PCB, Métaux, HAP...).
- Réaliser également un suivi des salariés des usines qui sont les plus exposés (intensité, fréquence et durée).
- Prendre en compte la provenance des consommations locales des habitants (Nord/Sud/Est/Ouest).
- Choisir une autre commune exposée principalement par l'eau (en dehors de la métropole), alimentée par le même champ captant de Ternay, mais qui soit plus éloignée de la vallée de la chimie. Pour écarter un éventuel effet des retombées atmosphériques lointaines.
- S'assurer auprès des services de l'eau que des dilutions n'existent pas par connexions de canalisations : sur les communes étudiées et autour afin d'interpréter au mieux les résultats.
- Volonté d'étendre la couverture géographique de l'étude, notamment concernant la zone exposée par la proximité à la plateforme. Les communes choisies exposées par l'eau étant plus représentatives de l'ensemble des communes alimentées.
- Croiser cette démarche avec une étude de santé territorialisée documentant les pathologies en lien avec les PFAS dans la littérature scientifique.
- Organiser des ateliers spécifiques à destination des communautés professionnelles territoriales de santé (CPTS).
- Procéder à d'autres recherches de fonds participatives (crowdfunding, ...).
- Les participants estiment que la communication de l'étude à la population est une étape cruciale, sur laquelle il faut s'améliorer, tout en adoptant une posture adaptée et pédagogique.



... L'expression de demandes qui dépassent le cadre de l'étude

- Disposer d'informations supplémentaires sur les effets de l'exposition aux PFAS sur la santé et l'environnement.
- Obtenir des conseils / recommandations sur les conduites à tenir pour réduire ses expositions.
- Savoir qui est responsable de quoi entre services de l'Etat, communes, métropole, industriels et autres acteurs privés sur les pollutions.
- Savoir à qui s'adresser pour faire réaliser des prélèvements volontaires sur les œufs, le sol de son potager, son sang.

Les prochains ateliers



Dans le cadre de la construction du questionnaire, l'équipe va chercher à s'assurer en premier lieu que les questions sont pertinentes (reflètent les situations d'expositions locales et répondent aux préoccupations de la population). Les réponses aux questions doivent également pouvoir être comparées à d'autres données, par exemple nationales pour pouvoir être interprétées. Le questionnaire doit par ailleurs être accessible, acceptable, notamment durant sa passation. Un travail de priorisation est nécessaire pour une durée adaptée. Il sera organisé en plusieurs parties.

Des questions sur les caractéristiques individuelles, les conditions et habitudes de vie, pourront être modifiées/adaptées. Néanmoins, il sera aussi préférable de les garder telles quelles puisqu'elles seront utilisées dans une enquête nationale. Ainsi, les réponses obtenues lors de l'enquête auprès des riverains en situation d'exposition pourront donc être comparées aux valeurs de référence nationales.

Ces ateliers auront lieu avant l'été 2024. Nous vous tiendrons informés.



L'équipe

Maxime Jeanjean - Épidémiologiste, Institut Ecocitoyen (IECP)
Philippe Chamaret - Directeur, Institut Ecocitoyen (IECP)

Gwenola Le Naour - Sociologue, Sciences Po Lyon
Valentin Thomas - Sociologue, Sciences Po Lyon

Emmanuel Martinais - Sociologue, École Nationale des Travaux Publics de l'État (ENTPE)
Lou Kervarrec - Étudiante en sociologie, École Nationale des Travaux Publics de l'État (ENTPE)



perle@institut-ecocitoyen.fr



Ce projet est financé et soutenu logistiquement par
la Métropole de Lyon

MÉTROPOLE
GRAND LYON